

Questions orales

M. Lawrence MacAulay (Cardigan): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Peut-il s'engager à affecter des fonds à la recherche sur la pêche au crabe commun afin qu'on s'assure que les stocks restent abondants et qu'il n'y a pas de surpêche au point de menacer l'espèce d'extinction, comme c'est le cas du crabe des neiges?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je n'ai rien contre l'idée de faire de la recherche pour assurer la conservation des stocks. Comme nous sommes justement en train d'examiner les mesures scientifiques visant la conservation des stocks au Canada atlantique, nous tiendrons certainement compte de la proposition du député.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Océans. L'escadrille 880 de Tracker, qui est chargée d'assurer la patrouille à moyen rayon d'action des pêches et de la souveraineté le long de la côte atlantique, cesse son activité dans huit jours. En fait, cette escadrille rend les couleurs demain et va être dissoute. C'est une journée néfaste pour Summerside et pour l'Île-du-Prince-Édouard.

Est-ce que le ministre des Pêches et Océans peut nous dire qui va effectuer la patrouille à moyen rayon d'action des pêches et de la souveraineté le 1^{er} avril?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme l'a dit mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, si j'avais été prévenu de cette question j'aurais pu donner une réponse précise.

Tout ce que je puis dire c'est que récemment le gouvernement a augmenté de 28 millions de dollars les crédits de recherche aérienne dans le Canada atlantique. C'est un effort sérieux, mais je ne suis pas en mesure de donner une réponse précise aujourd'hui à une question aussi précise.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, l'escadrille 880, comme je viens de le dire, est liquidée demain. Sa dernière sortie aura lieu en fait dans huit jours. On aurait pu croire qu'un an après avoir annoncé cette décision le ministre des Pêches et des Océans saurait qui va effectuer la patrouille des pêches et de la souveraineté.

Le ministre a déclaré que le gouvernement va désormais dépenser 28 millions de dollars par année. Combien

pense-t-il qu'il va devoir payer quand il va tout prendre en charge?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je puis m'engager à rendre au député un compte détaillé de tout ce qui se fait pour assurer la surveillance dans le Canada atlantique.

* * *

LES COMMUNICATIONS

M. Cid Samson (Timmins—Chapleau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le réseau de communication des autochtones n'a pas été mis sur pied pour faire des bénéfices, mais pour répondre à un besoin. Le système de radio de piste a sauvé des vies et si Donald Marshall est un homme libre aujourd'hui, il le doit uniquement au journal *Micmac News*.

Les médias qui s'adressent au grand public ne répondent pas aux besoins des autochtones. Le premier ministre a dit lui-même hier soir que le Canada ne traitait pas les premières nations d'une façon juste et équitable. Le secrétaire d'État rétablira-t-il tout de suite le financement des programmes des communications sociales des autochtones dans son ministère?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, je suis au courant, évidemment, de l'efficacité des sociétés de communication et du rôle important qu'elles jouent dans la société canadienne.

J'ai rencontré personnellement les membres de certaines sociétés de communication. J'ai parlé à Roy Gould, du *Micmac News*, quand je suis allé en Nouvelle-Écosse, récemment. Cet après-midi, je rencontrerai les dirigeants et les membres du conseil d'administration de la National Aboriginal Communications Society et j'espère que cette rencontre sera très fructueuse.

M. Cid Samson (Timmins—Chapleau): Monsieur le Président, je suis au courant de la réunion de cet après-midi avec le secrétaire d'État. Je crois comprendre que le ministre a déjà dit au réseau de communication des autochtones qu'il chercherait à faire financer ce programme par d'autres ministères. Nous savons bien qu'avec les compressions actuelles, ce n'est pas possible.

Ils veulent savoir comment le secrétaire d'État entend répondre à leurs besoins; ils ne veulent pas de balivernes. Ils ont besoin de fonds. Le secrétaire d'État a l'obligation de répondre à leurs besoins et, à mon avis, c'est ce qu'il doit faire comprendre à la délégation, cet après-midi. Je